

**Une Monarchie « presque universelle »
Géopolitique de l'Empire
dans les *Relazioni universali* de Giovanni Botero**

Romain DESCENDRE (ENS de Lyon – IUF)

Publié dans :

Idées d'Empire en Italie et en Espagne, XIV^e-XVII^e siècle,
F. Crémoux et J.-L. Fournel (dir.),
Publications des universités de Rouen et du Havre,
Mont-Saint-Aignan, 2010, p. 217-232.

Comment penser l'Empire dans un monde d'États souverains ? Comment penser ensemble la raison d'État et l'Empire ? On interprète généralement l'émergence contemporaine des deux concepts politiques modernes de « souveraineté » en France et de « *ragion di Stato* » en Italie à la fin du XVI^e siècle comme la marque d'un dépassement radical et durable de l'espoir impérial en Europe, un dépassement qui serait lui-même l'un des signes de la modernité politique. À l'Empire succède l'équilibre concurrentiel entre les États, qui n'est lui-même que la traduction en termes internationaux de ce qu'est la raison d'État en termes de politique intérieure : « l'idée que les États sont entre eux dans un rapport de concurrence est au fond la conséquence directe, quasi inéluctable, des principes théoriques posés par la raison d'État »¹. On sait bien pourtant qu'à la fin du XVI^e siècle l'Empire reste l'horizon d'attente de bon nombre d'esprits, et pas seulement en Espagne. Mais précisément, dira-t-on, pour quelqu'un comme Campanella, c'est-à-dire pour celui qui poussa le plus loin ce désir impérial, il s'agissait d'opposer les vertus de la Monarchie universelle aux vices de la raison d'État, le rêve d'unité universelle au fléau de la division du monde chrétien. La balance, l'équilibre, la concurrence entre les États divisés, c'est précisément là le fait de la raison d'État pour Campanella. C'est ce à quoi l'Empire doit mettre fin, afin de pouvoir terrasser définitivement l'ennemi commun, le Turc.²

¹ M. Foucault, *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, éd. M. Senellart, Gallimard – Le Seuil, 2004, p. 298, et plus largement voir toute la leçon du 22 mars 1978, p. 293-318.

² T. Campanella, *Monarchia di Spagna* (1598), in *Monarchie d'Espagne et Monarchie de France*, édition de G. Ernst, traductions de N. Fabry et S. Waldbaum, PUF, Paris, 1997 ; *Discorsi ai Principi d'Italia* (1607), a cura di L. Firpo, Chiantore, Torino, 1945.

Mais que devient l'idée d'Empire chez ceux qui acceptent sans réserves la réalité du jeu concurrentiel de l'équilibre des États souverains ? Giovanni Botero, dont les *Relazioni universali* affirment nettement l'idée d'une Europe régie par l'« équilibre des forces »³, est sans aucun doute plus proche du parti espagnol que du parti français à la Curie. Il n'en est pas moins le secrétaire et précepteur de Federico Borromeo, et surtout l'ex-secrétaire de Carlo Borromeo, perpétuellement en lutte avec les autorités espagnoles. Quoi qu'il en soit, même s'il ne cache en aucun cas sa préférence inconditionnelle pour l'Espagne catholique – et fait preuve à l'encontre du nouveau roi de France d'une violence verbale telle qu'il est facile d'imaginer son opposition à tout accord – Botero ne fait pas le dessein d'un Empire universel, contrairement à Campanella. Cela entrerait totalement en contradiction avec l'idée d'un monde équilibré par une multiplicité d'États. Cependant, cela ne l'empêche pas de mettre en valeur la position dominante de l'Espagne, et de montrer ce qui fait d'elle la première puissance mondiale. Qu'en est-il, dans ce cadre, de l'idée d'Empire ? Question qui en contient deux autres. Tout d'abord, quel statut accorder à l'Empire dans le cadre d'un système international d'États en équilibre ? Ensuite, du fait de ses dimensions hors norme, y a-t-il une raison d'État spécifique à l'Empire ? L'auteur du premier traité de la raison d'État fait-il place à une raison d'Empire ?

Qu'en est-il, en premier lieu, du *titre* d'Empire ? Botero inclut dans la partie consacrée aux différents États d'Europe sa relation sur l'« Empire romain ». L'appeler ainsi, c'est une façon de lui reconnaître son statut juridique impérial, et la légitimité de l'héritage du titre impérial. Mais c'est aussi, tout simplement, conserver une dénomination traditionnelle, qui n'est par exemple jamais mise en cause par les relations des ambassadeurs vénitiens. Surtout, la dénomination a ici moins d'importance que la place de la relation dans l'ensemble de l'œuvre : l'« Empire romain » est présenté au même titre que tous les autres territoires d'Europe, contrairement à l'Empire ottoman, à la Monarchie espagnole et à la papauté qui auront droit un chapitre à part. D'emblée, l'« Empire » romain germanique est rabaissé au statut de simple État. La relation commence par le récit du long déclin de l'Empire romain, un déclin attribué principalement à Constantin qui transféra la capitale de Rome à Constantinople – « cet empereur ne fit ni plus ni moins que celui qui pour améliorer la forme d'un animal placerait son cerveau dans le genou ou son cœur

³ *Le Relationi universali di Giovanni Botero benese, divise in quattro parti. Novamente reviste, corrette, e ampliate dall'istesso autore*, Brescia, per la Compagnia Bresciana, 1598 II, « Proemio ». Il s'agit de l'édition que Botero considérait comme la plus correcte, désormais citée *RU*, suivi du numéro de la partie en chiffres romains, du numéro du livre en chiffres arabes et du numéro de page.

dans le coude »⁴ –, et divisa l'Empire entre ses héritiers. Botero résume alors les différentes étapes de la réduction de l'Empire à la seule Allemagne. Il ne va pas jusqu'à contester, comme Bodin, la nature souveraine du pouvoir impérial⁵ ; mais il met en évidence la contradiction entre un titre qui « conserve tous les droits de la république et des empereurs romains »⁶ et la réalité de l'Empire, la division de ses composantes et l'extrême fragilité du pouvoir central, aggravée par la complexité et la lenteur d'un processus de décisions sujet à la réunion de la diète. Non seulement l'Empire n'a plus qu'une réalité germanique et nationale, mais le pouvoir de l'empereur est particulièrement faible et inefficace : il reste bien un écho, dans ces pages, de celles de Bodin affirmant qu'« à présent les Empereurs n'ont quasi rien que le tiltre et le nom d'Empereur »⁷. Mais le point de vue de Botero est bien sûr différent : s'il ne conteste pas la légalité du titre impérial, sa position s'explique précisément par la nécessité d'accorder une légitimité impériale nouvelle à la monarchie de Philippe II, Empire *de facto* et non *de jure*. On peut voir ici l'écho des positions des juristes espagnols qui, depuis la séparation en deux parties de l'Empire de Charles Quint, réfutaient radicalement les prétentions universalistes de l'Empire. A la suite de la scolastique espagnole antérieure (principalement Azpilcueta et Vitoria), Diego de Covarrubias y Leyva niait à l'empereur sa qualité de *dominus mundi* : la domination romaine n'a jamais été universelle, et l'Empire ne saurait avoir de droits sur des peuples qui n'ont jamais été sous la férule des Romains.⁸ Fernando Vázquez de Menchaca partait de ce principe pour définir une nouvelle hiérarchie entre les princes chrétiens. L'occasion lui en était donnée par la controverse opposant Français et Espagnols au Concile de Trente, pour savoir quelle monarchie devait avoir la préséance.⁹ Dans ses *Controverses*, Vázquez de Menchaca affirmait ainsi la nécessité de résoudre la question sur la seule base des faits, puisque aucun titre de droit ne pouvait être considéré comme valide.¹⁰ Seule l'effectivité de la puissance, déterminée

⁴ RU, II, 1, p. 63.

⁵ J. Bodin, *Les six livres de la République*, Fayard, Paris, 1986 [reproduction de la dixième édition, 1593], I, 9, « L'Empereur n'est pas absolument souverain », p. 253-254.

⁶ RU, II, 1, p. 68.

⁷ J. Bodin, *op. cit.*, IV, 1, p. 53.

⁸ D. de Covarrubias y Leyva, *Quaestionum practicarum earumque resolutionum amplissimarum liber unus*, Salmanticae, excudebat Andreas à Portonariis 1556. Cf. L. Pereña Vicente, *Diego de Covarrubias y Leyva maestro de derecho internacional*, Asociacion « Francisco de Vitoria », Madrid, 1967, p. 133-147.

⁹ Sur toute cette question, voir P. Fernández Albaladejo, *Fragmentos de Monarquía*, Alianza editorial, Madrid, 1992, « 'Imperio de por sí' : la reformulación del poder universal en la temprana edad moderna », p. 168-184.

¹⁰ F. Vázquez de Menchaca, *Controuersiarum usu frequentium libri tres*, Barcinone, in aedibus Claudij Bornat, 1563. Cf. P. Fernández Albaladejo, *op. cit.*, p. 177.

notamment par l'extension des territoires possédés, pouvait ainsi constituer le critère d'une nouvelle hiérarchie internationale. S'il ne fait que prendre acte de l'état réel des rapports de force internationaux, un tel raisonnement n'est pas moins riche de conséquences : il est le signe d'un tournant décisif non seulement dans la conception de l'Empire mais même dans la représentation des relations internationales. Il n'y a plus de droits d'Empire : ni l'histoire, ni la sanction papale ne suffisent à déterminer la qualité impériale. Seuls le fait géographique, et tous les éléments qui permettront de juger de la force effective des États et de la domination qu'ils exercent sur des territoires différents, permettront de les qualifier d'Empires. Ce nouveau pragmatisme implique qu'il n'y ait plus qu'une différence relative entre l'Empire et les autres États. La vérité de l'empire ne provient d'aucun titre juridique, mais de l'effectivité même de la puissance. Il est donc non seulement possible mais nécessaire de comparer les forces des Empires à celles de tous les autres États, et de les hiérarchiser, précisément, sur la base de leurs forces respectives. C'est ce à quoi s'attache Botero dans les *Relazioni universali*.

Le terme d'« Empire », loin d'être réservé à ce qui reste de l'Empire romain germanique, est récurrent dans les deux *relazioni* botériennes consacrées au Grand Turc et au Roi Catholique. C'est bien par ce terme que Botero définit d'emblée les deux ensembles étatiques dès les premiers mots de chacune des deux relations. Dans les deux cas, il s'agit de désigner la réalité géopolitique spécifique, propre aux Empires turc et espagnol et à eux seuls : des territoires qui non seulement sont immenses mais qui surtout se déploient sur plusieurs continents. Tel est bien le critère qui permet de regrouper à part, dans le livre IV de la deuxième partie des *Relazioni*, les États que l'on ne peut simplement définir comme européens (livre I), africain (livre II) ou asiatique (livre III). On notera cependant qu'au moment de regrouper dans un même livre l'Empire ottoman, l'Empire espagnol et la papauté, Botero ne parle pas de trois *imperi* mais de *tre Prencipi, quasi universali, benché molto differentemente*.¹¹ Le choix des termes est particulièrement significatif, dans la mesure où il tend à inscrire ces trois « États » tout à fait particuliers dans un même cadre d'universalité tout en respectant les différences de juridictions temporelles et spirituelles telles qu'elles sont définies par la seconde scolastique espagnole et par l'ensemble des auteurs jésuites. Botero fait bien la différence entre la « *potenza* » du Turc et du Roi Catholique et l'« *autorità* » du pontife romain. Si le pape est un prince « presque » universel, ce n'est pas pour des raisons de limitation géographique, mais simplement parce que seule son *auctoritas* est proprement universelle, et non pas sa *potestas*. Différemment, parler de

¹¹ RU, II, 4, p. 172.

« *prencipi quasi universali* » pour les Ottomans et les Espagnols, c'est reconnaître implicitement l'illégitimité et l'irréalisme de l'idée de monarchie universelle et prendre acte, après Covarrubias et Vázquez de Menchaca, du fait que la définition de l'empereur comme *totius orbis dominus* n'a pas de sens. A partir de là, le terme « Empire » sert à définir essentiellement les deux monarchies temporelles *presque* universelles, les deux seuls ensembles géopolitiques à échelle mondiale de l'époque.¹² A l'universalisme médiéval d'un Empire romain germanique déchu s'oppose le réalisme politique d'un Empire défini principalement par la géographie et par une forme spécifique d'exploitation militaire et économique du territoire et de la population.

A la fin du XVI^e siècle, la question de l'Empire est de part en part déterminée par la comparaison entre les forces espagnoles et turques, l'Espagne apparaissant comme la seule puissance capable de contenir l'Empire ottoman. C'est bien la conscience de la puissance extraordinaire de l'Empire ottoman qui permet à la question impériale de rester à la fois actuelle et légitime. La menace turque remplace ainsi avantageusement tous les titres impériaux légitimes. C'est bien, en 1607 encore, l'essentiel du contenu des *Discorsi ai principi d'Italia* de Campanella. La légitimité de la monarchie universelle espagnole est géopolitique avant tout : la question de la légalité, posée par la réflexion juridique ou théologico-juridique, n'a pas lieu d'être ici. C'est l'existence même de l'Empire ottoman qui implique un choix décisif en faveur de l'universalisation de la monarchie catholique. Contrairement à Campanella quelques années plus tard, Botero ne propose pas un tel choix : son texte n'est pas de nature programmatique mais descriptive, même s'il ne cesse d'exalter la puissance hispanique. Cependant, en décrivant la situation géopolitique effective, il est amené à mettre les deux empires sur le même plan, et donc à leur accorder un même type d'universalité. Une universalité qui n'a certes plus grand-chose à voir avec l'universalisme médiéval de l'Empire romain germanique, et dont le statut est quelque peu ambigu : il s'agit, on vient de le voir, de deux monarchies « presque universelles ». On a là un cas intéressant d'adaptation du lexique politique : la locution *monarchia universale*, d'origine médiévale et liée à l'affirmation d'un pouvoir *de jure* sur la totalité de la terre, est à la fois reprise en raison de sa capacité à désigner des puissances

¹² De ce point de vue, les choix terminologiques effectués à l'époque ne sont en aucun cas anodins : dans le prologue de sa *Monarquía de España* (écrite sous Philippe II mais publiée à Madrid en 1770 seulement), P. Salazar de Mendoza justifie son titre en affirmant que « monarchie » a une signification beaucoup plus vaste qu'« empire » ; or la Monarchie espagnole est bien trente fois plus grande que l'Empire romain. Cf. l'anthologie de R. Del Arco y Garay, *La idea de imperio en la política y la literatura españolas*, Espasa-Calpe, Madrid, 1944, p. 227.

temporelles dont les dimensions sont *de facto* mondiales, et niée par l'ajout d'un adverbe restrictif qui en annule le sens propre et originel. C'est bien là l'expression d'une nouvelle forme de pouvoir impérial, qui n'est plus définie par un cadre juridique et par l'héritage de droits et de titres, mais plus directement par l'effectivité concrète d'un pouvoir exercé sur des territoires aux dimensions mondiales. Rome n'est plus l'ancêtre, l'origine ou la source de l'Empire, elle n'est plus que le premier des modèles impériaux historiques, connu et étudié à travers les histoires de Tite-Live et Tacite. Paradoxalement, on va le voir, des deux nouveaux modèles d'empire que Botero est amené à présenter, c'est le turc qui est le plus proche parent de l'Empire romain, la Monarchie catholique constituant quant à elle un empire mondialisé tout à fait inédit, amené à gérer une configuration géostratégique entièrement nouvelle.

Quel contenu Botero donne-t-il à la spécificité « impériale » ou « quasi universelle » des Ottomans et des Espagnols ? Il faut remarquer d'abord que les outils et les champs de l'analyse ne changent pas lorsque change l'échelle, de l'État territorial à l'Empire. Les deux questions majeures restent identiques : mesurer la puissance relative des États, évaluer leur perspective de conservation. Le phénomène impérial est ainsi appréhendé à l'aide d'outils d'analyse forgés sur la réalité étatique, dans le cadre de la *Ragion di Stato* : c'est bien le point de vue de la raison d'État qu'offre, sur l'Empire, le livre II, 4 des *Relazioni universali*. Les domaines privilégiés sont : l'organisation des territoires, la gestion des populations et des ressources, le régime des finances, l'organisation militaire, les échanges – bref l'ensemble des domaines qui constituent le cœur des réflexions de Botero depuis les *Cause della grandezza delle città* et la *Ragion di Stato*. Il ne reste pas moins qu'au-delà de leur seule extension géographique, un certain nombre d'éléments déterminent la spécificité impériale des deux puissances ; c'est sur la base de ces éléments spécifiques que Botero peut procéder à leur évaluation comparée.

La puissance du « Grand Turc » ne se résume pas à la nature despotique de son régime, si souvent vilipendée à l'époque. Elle repose principalement sur un système d'exploitation du sol et des hommes entièrement tourné vers la conquête. Il s'agit d'abord et avant tout d'un Empire *militaire*. Botero est ainsi amené à décrire un État qui correspond en bien des points au modèle de la Rome en armes proposé par Machiavel aux princes italiens. La méthode suivie par les Turcs pour constituer leur empire devient ainsi un modèle d'art de la guerre à l'usage des États conquérants.

Questo Imperio da principii deboli è salito a una grandezza tremenda
a' Principi Christiani per via d'arme, secondate dall'occasioni
presentateli dalle discordie nostre, delle quali essi si sono valuti

eccellentemente. E l'arte di guerra usata da Turchi è stata : lo star sempre su l'offendere, e su'l prevenire l'inimico ; l'usar prestezza maravigliosa nell'impreses ; l'haver le sue forze in pronto, e quasi a mano ; il non tentar più imprese in un tempo ; il non guerreggiar lungamente contra nissuno, per non essercitarlo nell'arme ; il non spendere il tempo, e'l denaro in imprese di poca importanza ; il non far acquisti per salto, ma di passo in passo ; e di non picciola importanza è stato che i Prencipi siano giti personalmente alla più parte dell'impreses¹³.

En termes de pratique politique, l'héritier de l'Empire romain est bel et bien l'Empire ottoman, et ce jusque dans ses institutions. Ce qui pour Botero constitue « les deux fondements principaux de l'Empire turc », les *timars*¹⁴ et les janissaires, semble être directement imité des Romains : « l'uno e l'altro pare instituito a imitatione de' Romani »¹⁵. Comme les *timars* turcs, des terrains, appelés « bénéfices », étaient concédés à vie en usufruit aux gens de guerre pour services rendus à Rome ; de même, la garde prétorienne, tout comme les janissaires, était constituée de soldats enrôlés de force alors qu'ils étaient encore enfants, et dévoués corps et âme au service de l'Empereur. Raison d'Empire par excellence, donc, que ces pratiques instituées, largement à l'origine de la grandeur turque. Autre avantage décisif, les Turcs « ne le cèdent en rien aux Romains » en matière de discipline militaire. Ils sont enfin extrêmement nombreux¹⁶. La « raison d'Empire » spécifiquement turque présente ainsi à l'Occident une version despotique de la république militaire et conquérante souhaitée par Machiavel dans les *Discours*.

Mais si d'un point de vue militaire le système ottoman semble particulièrement efficace et redoutable, il constitue en revanche un modèle économique fragile, car peu rationnel. Loin des condamnations d'usage de la tyrannie turque, Botero voit surtout dans ce régime « affatto dispotico » une cause de pauvreté pour ses habitants et donc pour l'État lui-même. Sans propriété privée, peu d'espoirs de rendement : ne pouvant être propriétaires, et

¹³ *RU*, II, 4, p. 174-175.

¹⁴ « Possesseur, au nom de Dieu, des territoires de son État, c'est le sultan qui en attribue des parcelles plus ou moins grandes (les timars) à des fonctionnaires militaires ou civils, à titre personnel et viager, à charge pour eux d'en assurer le rendement économique et financier, de fournir un nombre de soldats proportionnel à la taille du timar ; moyennant quoi ils bénéficient d'une part assez importante des revenus du timar. Mais ils peuvent être du jour au lendemain privés de leur timar s'ils ont commis quelque action répréhensible, s'ils n'ont pas suffisamment œuvré pour assurer les revenus du timar, ou s'ils ont déplu au sultan. », R. Mantran, « L'Empire ottoman », in M. Duverger (dir.), *Le concept d'empire*, PUF, 1980, p. 231-251 ; p. 239.

¹⁵ *RU*, II, 4, p. 179.

¹⁶ *Ibid.*, p. 183.

n'ayant aucun espoir de jouir des fruits de leur travail, les Turcs ne se soucient pas de développer les activités économiques¹⁷. De ce fait, les recettes ordinaires de l'État ne peuvent qu'être faibles, et les finances publiques ne s'appuient que sur des ressources extraordinaires, par nature fragiles. D'où la nécessité d'une conquête perpétuelle de nouveaux territoires, afin d'instituer de nouveaux *timars*. Mais ces conquêtes ne peuvent pas être infinies : la logique impériale ottomane est avant tout terrestre, et ne peut contrer la supériorité maritime des Portugais. Botero oppose aux forces terrestres des Turcs la « ragion della guerra » portugaise, qui réside entièrement dans les forces navales. Dans une formule étonnante, qui constitue le signe éclatant de l'émergence d'un mode de penser proprement géopolitique, il affirme que la supériorité navale des Portugais sur les Turcs est identique à la supériorité de l'Océan Indien sur la Mer Rouge et le Golfe Persique : le contrôle des territoires maritimes devient le gage de la force réelle des empires, à travers un raisonnement analogique qui fait directement appel à la représentation cartographique.¹⁸ Concrètement, les Turcs ne peuvent opposer à la richesse des nombreux ports et comptoirs portugais de l'Océan Indien que la seule « Balzera » (Bassora) ; et il ne pourront jamais constituer de flottes significatives, dans la mesure où les terres de ces régions sont on ne peut plus désertiques, privées de tout bois, et qu'ils sont contraints de tout acheminer à Suez par voie fluviale et terrestre. Zone éminemment stratégique, les mers baignant la Péninsule Arabique font ainsi apparaître au grand jour la vraie supériorité du Monarque catholique sur le Grand Turc – la supériorité d'un empire mondial à l'échelle des océans face à un empire terrestre de dimension régionale.

« Dalla creatione del mondo in qua non è mai stato Imperio maggior di quello che Dio ha concesso al Re Catholico, massime dopo l'unione di

¹⁷ « Onde i sudditi disperati di poter godere le commodità, non che le ricchezze che si potrebbero procacciare con la fatica e con l'industria, non attendono all'agricoltura, nè a traffichi, se non quanto gli sforza il bisogno, anzi la necessità. Perché a che giova il seminare quel ch'altri ha da raccorre ? O il raccorre quel ch'altri ha da consumare ? », *RU*, II, 4, p. 176.

¹⁸ « Co' Portoghesi egli guerreggia con gran disvantaggio : perché tutta la ragion della guerra con loro consiste nelle forze navali, nel che i Portoghesi hanno quel vantaggio sopra lui che ha l'Oceano Indico sopra il seno Persico, e sopra il mar Rosso. Conciosia che questi hanno nell'India piazze e porti, e dirò anche stati e dominii copiosissimi, e di legnami e di vettovaglie, e d'ogni apparecchio navale, e non li mancano Principi potenti in loro aiuto. All'incontro il Turco nel seno Persico non ha altro d'importanza che la Balzera : la costa dell'Arabia, della quale egli potrebbe servirsi, non ha più di quattro terre assai deboli e di poca stima ; e così qua, come nel mar Rosso (perché nel Seno persico può molto meno) gli è bisognato condurre la materia dai porti di Bitinia, e di Carmania per il Nilo al Cairo : onde è poi condotta sulla schiena dei cameli a Suez, ove egli ha arsenale », *ibid.*, p. 185.

Portogallo alla Corona di Castiglia»¹⁹. Le chapitre consacré à la puissance espagnole constitue en quelque sorte le climax de cette description politique de tous les États du monde. De lui dépend pour une grande part la justification idéologique des *Relazioni universali* : c'est en vertu du caractère proprement mondial de l'empire de Philippe II que cette géographie politique universelle acquiert une force de propagande tout à fait inédite. Comme la plupart de ses contemporains catholiques, Botero voit la main de Dieu derrière la constitution du plus grand empire que le monde ait jamais connu. Pourtant, l'existence et surtout la conservation d'un tel ensemble n'est pas sans poser quelques difficultés au premier théoricien de la raison d'État : n'est-ce pas lui en effet qui critiqua les États trop grands, trop lourds, si lourds qu'ils risquent de s'effondrer sous leur propre poids, et qui érigea en modèle l'État *mezano*, assez grand pour assurer sa défense extérieure mais assez petit pour être bien gouverné ? Le théoricien de la conservation, le pourfendeur de Machiavel est clairement favorable aux États qui savent rester dans le cadre de leurs frontières plutôt qu'à ceux qui se lancent dans de grandes entreprises de conquêtes. Et ce sont les principes politiques mêmes de la *ragion di Stato* qui semblent s'opposer à la conservation d'un tel Empire.²⁰ Cette difficulté pousse l'auteur à faire une nette distinction entre l'acquisition et la conservation des territoires du Roi catholique. L'empire n'est pas le fruit de la conquête, mais de la Providence, qui s'est manifestée soit à travers la découverte de nouvelles terres, soit à travers différents héritages et alliances dynastiques – particulièrement importants puisqu'ils expliquent notamment la réunion de l'empire portugais à la Couronne. De façon assez classique, comme Acosta avant lui et Campanella après lui, Botero souligne le caractère providentiel de l'« invention » de la pierre d'aimant, instrument de la conquête et de l'évangélisation du Nouveau Monde.²¹ Mais chez lui, l'originalité de cette grâce divine est qu'elle n'est pas gratuite : la découverte de nouvelles terres au profit d'un souverain catholique a été voulue par Dieu pour compenser la perte des terres passées à la Réforme, qui plus est de façon préventive. Ainsi, introduisant l'un des volumes des *Relazioni* consacrés au Nouveau Monde, Botero explique que si Dieu révéla « intorno all'anno 1300, a un certo Flavio de la costa d'Amalfi, il secreto ch'è nella calamita, e la proprietà di fare che il ferro, tocco da lei, riceva virtù di guardar il Norte », ce fut clairement, avec deux siècles d'avance, « per facilitare la predicatione del suo santo Evangelio

¹⁹ *Ibid.*, p. 190-191.

²⁰ G. Botero, *Della ragion di Stato* [1598], L. Firpo (éd.), UTET, Torino, 1948, I, 5-6 (cité dorénavant RS, suivi des numéros du livre et du chapitre).

²¹ J. de Acosta, *Historia natural y moral de las Indias*, Sevilla, 1590. T. Campanella, *Monarchia di Spagna*, cit.

alle genti, state tanto tempo sepolte ne la gentilità, e rifar il danno che la Chiesa sua doveva patire per l'heresia in Alemagna, e in tutto il Settentrione »²². On a là un exemple significatif d'adaptation d'un très vieux motif médiéval – l'origine et la fonction toute providentielle de l'Empire romain, dont la plus grande extension a coïncidé avec l'Incarnation, préparant ainsi la diffusion universelle du message chrétien – à des fins anti-protestantes, liant ainsi étroitement géographie politique et controverse religieuse.

Mais si la Providence explique bien la création de l'Empire espagnol, contemporaine du développement de l'hérésie, elle ne suffit pas à expliquer sa conservation. Soucieux de louer l'art de gouverner des Espagnols et, plus encore peut-être, d'affirmer la viabilité politique d'un empire à l'échelle de la Terre, Botero se démarque de ses contemporains. On retrouve à plusieurs reprises, à la fin du XVI^e siècle, l'idée selon laquelle la Providence explique aussi bien la conservation que la naissance de la Monarchie universelle espagnole, notamment lorsqu'elle est comparée à l'Empire ottoman. Pour l'ambassadeur vénitien Tommaso Contarini les Turcs tiennent leur empire par les armes, les Espagnols grâce à la fortune.²³ Campanella soutient que si les Turcs conservent leurs territoires au moyen de la prudence, les Espagnols reçoivent quant à eux l'assistance de la grâce divine.²⁴ Botero tient quant à lui à relever les aspects proprement prudents de la conservation espagnole, à travers le motif classique de la *cunctatio* relu au prisme de l'idéal de *quiete*, de tranquillité publique propre à la raison d'État.

Si vede in questo governo molta maturezza ; perché si consulta ogni cosa ne' consigli a ciò deputati : e si seguitano più presto i consigli gravi, e lenti, e le maniere di Fabio che le risoluzioni e prestezza di Marcello. Si schivano a tutto potere le novità, e l'alterationi dell'usanze, e degli ordini antichi. Al qual proposito mi diceva il cardinale S. Quattro, che fu poi Papa Innocentio VIII [*sic*, il s'agit en fait d'Innocent IX], che gli Spagnuoli attendevano al governo, e che in quello non facevano errore. Con questi mezi il Re Catholico tiene sotto di se quietamente (fuor ch'ove la vicinanza de' Principi heretici lo disturba) nationi d'animi, e di costumi, e d'humori differentissime.²⁵

Il n'échappera à personne que ce que Botero décrit là est le modèle d'un empire « anti-machiavélien », où la lenteur, l'attentisme et la conservation des *ordini* constituent la loi d'airain du bon gouvernement. Ce qui la justifie, c'est

²² RU, I, vol. 2, 1, p. 354.

²³ *Relazione [di Spagna] di Tommaso Contarini (1593)*, in *Relazioni degli ambasciatori veneti al senato durante il secolo decimosesto*, E. Albèri (éd.), 15 vol., 1839-1863, I, 5, p. 427-428.

²⁴ T. Campanella, *Discorsi ai Principi d'Italia*, cit., V, p. 115-135.

²⁵ RU, II, 4, p. 198.

aussi la caractéristique propre de cet immense empire : la nécessité de gouverner des peuples et des territoires multiples, différents et désunis. Écueil majeur, que n'ont pas manqué de souligner les observateurs politiques, dès les débuts du règne de Philippe II. « La potenza del re di Spagna comparata a quella del re di Francia, si può considerare a questo modo. Il re di Spagna ha molti regni, ma tutti disuniti. Il re di Francia ha un solo regno, ma tutto unito e obbediente » affirmait ainsi l'ambassadeur vénitien Michele Soriano en 1559.²⁶ Après trente années de guerres civiles en France, il est désormais impossible de formuler la comparaison dans ces termes. En dépit des guerres de Flandre, la Monarchie espagnole semble bien plus « unie » que la française. Mieux, la France « è hoggi in uno stato tanto misero, che non si può salvare, senza aiuto del Re Catholico »²⁷. Et Botero de renverser radicalement l'argument spatial traditionnel selon lequel l'éparpillement de la Monarchie catholique sera à terme la cause de sa ruine :

Conciosia che quel che dicono alcuni, questo Imperio non esser durabile, perché è così diviso e sparso, non è opposizione di rilievo : perché oltre all'altre ragioni adotte da noi nella *Ragion di stato*, con le quali dimostriamo il contrario, v'è anche questa che i dominii, i grandi sono più atti a mantenersi contra le cause estrinseche della sua ruina : e i mediocri contra l'intrinseche. Hor in un Imperio così diviso vi sono la grandezza e la mediocrità unite insieme : la grandezza in tutto il corpo composto di membri disuniti; la mediocrità nella più parte de' membri.²⁸

On a là effectivement la reprise d'un développement déjà proposé dans la *Ragion di Stato*, au chapitre « Quali Stati siano più durabili, gli uniti o i disuniti »²⁹, qui dans ce contexte déjà était conçu pour défendre la viabilité géopolitique de la Monarchie espagnole. Botero défend une idée particulièrement novatrice en termes de géopolitique impériale : bien loin d'être son point faible, la désunion et la dispersion de l'empire espagnol sont le secret de sa force. L'union est en fait une faiblesse, car elle favorise la diffusion de la corruption et la contamination des dissensions. Si les différentes parties d'un empire désuni sont assez grandes et puissantes pour rivaliser avec leurs voisins immédiats, et si les conditions géographiques de cette dispersion n'empêchent pas que les autres territoires de l'empire portent assistance à celui qui se trouve en danger de guerre, alors la dispersion de l'empire devient précisément la clé

²⁶ *Relazione di Spagna di Michele Soriano, da Filippo II (1559)*, in *Relazioni*, cit., I, 3, p. 331-390.

²⁷ *RU*, II, 4, p. 203.

²⁸ *Ibid.*, p. 198-199.

²⁹ *RS*, I, 7.

de sa conservation. Et *a fortiori* si un gouvernement prudent et temporisateur sait préserver le calme de ces peuples aux mœurs si diverses, et éteindre ainsi tout à fait les « causes intrinsèques » de leur perte, contre lesquelles la taille moyenne de ces territoires constitue déjà une garantie sûre. Si l'on osait, on pourrait aller jusqu'à dire que Botero conçoit la monarchie espagnole non plus comme un simple empire mais déjà comme un « système impérial », selon l'expression aujourd'hui chère à certains historiens spécialistes de l'Italie espagnole.³⁰ Si Botero ne va pas jusqu'à souligner la relative autonomie institutionnelle et administrative des différents « membri dell'Imperio », la dimension géopolitique du concept de système impérial est en tout cas bien présente, les différentes parties étant explicitement conçues comme des États moyens, relativement autonomes politiquement et militairement, réunis sous une même couronne susceptible d'assurer l'assistance réciproque de ses différentes parties. Et Botero va surtout soutenir que la véritable clé du système est sa puissance navale. C'est un empire dont l'essence est d'abord maritime.

Se bene sono assai lontani l'uno dall'altro, non si debbono però stimare affatto disuniti; con ciò sia che, oltre che'l denaro, del quale quella corona è dovitosissima, vale assai per tutto, sono uniti per mezo del mare, avegnadio, che non è Stato così lontano che non possa esser soccorso con arme maritime et i Catalani, Biscaini, Portoghesi sono di tanta eccellenza nella marinezza che si possono dire veramente padroni della navigatione. Or le forze navali in mano di sì fatta gente fanno che l'imperio, che altramente pare diviso e smembrato, si debba stimare unito e quasi continuo; tanto più adesso che si è congiunto Portogallo con Castiglia, le quali due nationi, partendosi quella da ponente verso levante et questa verso ponente, s'incontrano insieme all'isole Filippine, et in tanto gran viaggio trovano per tutto isole, regni e porti a lor commando, perché sono o del dominio, o di prencipi amici, o di clienti, o di confederati loro.³¹

Et c'est dans ce domaine que tous les efforts doivent encore être portés.

Con forze maritime si possono unire tutti i membri dell'Imperio del quale parliamo. Perché, si come Augusto Cesare con un'armata, ch'egli teneva a Ravenna, e un'altra, ch'egli teneva a Misseno, assicurava tutto l'Imperio Romano ; così il Rè Catholico con due

³⁰ Voir notamment, G. Galasso, *Alla periferia dell'impero. Il Regno di Napoli nel periodo spagnolo* (secoli XVI-XVII), Torino, Einaudi, 1994, et « Il sistema imperiale spagnolo da Filippo II a Filippo IV », in *Lombardia Borromaica. Lombardia spagnola (1554-1659)*, a cura di P. Pissavino e G. Signorotto, Roma, Bulzoni, vol. I, 1995, p. 13-40 ; A. Musi, *Nel sistema imperiale : l'Italia spagnola*, Napoli, 1994, et *L'Italia dei viceré. Integrazione e resistenza nel sistema imperiale spagnolo*, Cava, 2000.

³¹ RS, I, 7.

Romain DESCENDRE, « Une Monarchie « presque universelle ». Géopolitique de l'Empire dans les *Relazioni universali* de Giovanni Botero », dans *Idées d'Empire en Italie et en Espagne, XIV^e-XVII^e siècle*, F. Crémoux et J.-L. Fournel (dir.), Publications des universités de Rouen et du Havre, Mont-Saint-Aignan, 2010, p. 217-232

armate, ch'egli tenga, una nel mar nostro, l'altra nell'Oceano, terrebbe uniti tutti i membri dell'Imperio ch'egli ha nell'Europa, e nel mondo nuovo insieme. Perché un buon numero di galeoni, e di vascelli da guerra, che egli tenesse in quei mari, non pur assicurerebbe le marenne di Spagna, e dell'America, e le flotte, che vanno sù e giù ; ma terrebbe in tanta gelosia Inghilterra, che ne lascierebbe quieta Fiandra, e i Paesi Bassi³²

Une flotte permanente dans l'Atlantique aurait ainsi deux effets, direct et indirect : non seulement sécuriser le trafic avec les colonies américaines, mais attirer la flotte anglaise et reprendre ainsi le contrôle des Pays Bas. Peu de temps après, Campanella conclut sa *Monarchia di Spagna* en reprenant l'idée à son compte, affirmant que « pour maintenir l'union du Nouveau Monde avec nous, il est nécessaire de lancer à la mer tant de cités de bois qu'il y en ait toujours à aller et venir d'eux à nous », le roi d'Espagne ayant donc « besoin de mille navires et d'autant de gens qu'il faut pour les diriger avec intelligence et valeur »³³. Le modèle que Botero a en tête et dont il réclame l'application de la part des Espagnols est en fait celui de l'empire lusitanien désormais partie intégrante de la Couronne catholique. C'est parce qu'ils l'ont construit dans l'objectif d'un contrôle essentiellement maritime des territoires qu'ils exploraient que les Portugais ont su garantir la sécurité de toutes leurs colonies sur les côtes africaines et dans l'Océan Indien.

Le forze de' Portoghesi in questi stati, consistono in due cose : l'una si è la fortezza de' siti ; l'altra il numero, e la bontà dell'armate. Perché quanto a' siti i Portoghesi conoscendo che non potevano abbracciar imprese d'importanza entro terra, né star al paragone della potenza de' Persiani, de' Guzarati, dei Prencipi del Decan, del Ré di Narsinga, e de gli altri, attesero ad occupare quei siti, che li parvero più a proposito per fargli padroni del mare, e de' traffichi, ove poca gente può star a fronte d'esserciti grossissimi. E perché sono padroni de' porti, e de' mari, hanno commodità di metter insieme tante forze maritime, che non v'è chi possa lor contrastare.³⁴

Militer pour un empire maritime ne signifie pas se contenter d'en appeler à une augmentation du nombre de navires et de flottes, mais plus encore réfléchir aux conditions géopolitiques du contrôle des océans, une réflexion sur le mode d'occupation des territoires et sur leur articulation les uns aux autres. Du reste, il est bien dit ailleurs que l'excès consistant à tout miser sur les seules

³² RU, II, 4, p. 199.

³³ T. Campanella, *op. cit.*, XXXII « Della navigazione », p. 356-357.

³⁴ RU, II, 4, p. 213.

forces navales est un non-sens. Bien que fondamentalement maritime, l'empire ne saurait en aucun cas être « déterritorialisé » : Botero ne manque pas d'insister sur l'idée que le premier fondement de la puissance d'un État reste terrestre et non pas maritime, et qu'il faut savoir articuler forces terrestres et navales.³⁵ C'est par ailleurs toujours sur la base d'une analyse des territoires que la réflexion doit être menée. Dans cette optique, outre la pratique des comptoirs portugais, c'est bien sûr le rôle des îles et des archipels que Botero met en valeur pour le bon fonctionnement de l'empire espagnol. C'est le cas des Açores (les *isole Terzere*) pour l'Atlantique, puisque « senza esse la navigatione dell'Ethiopia, dell'India, del Brasil, e del Mondo nuovo non si potrebbe quasi seguitare »³⁶. C'est aussi et surtout celui des Philippines, qui jouent un rôle géopolitique crucial au cœur du système impérial catholique, et ce à plus d'un titre. D'un point de vue économique tout d'abord, puisque la possession des Philippines rend possible une nouvelle route des épices, beaucoup plus aisée et rentable, grâce à la navigation du Pacifique ; l'archipel permet aussi de contrôler beaucoup mieux les Moluques et les îles avoisinantes ; il rend possible enfin un développement significatif du commerce avec la Chine.³⁷ D'un point de vue géostratégique ensuite, la possession des Philippines permet de contenir les forces des Musulmans « che a poco a poco s'andavano facendo padroni e dell'isole, e della costa dell'Asia »³⁸, et elles constituent une véritable menace pour la Chine dans l'éventualité d'un conflit entre les deux empires.³⁹ Enfin, et de manière plus symbolique, c'est là que s'effectue la jonction entre les possessions portugaises et espagnoles réunies désormais sous la même couronne, et qu'apparaît au grand jour la dimension proprement mondiale de l'empire.⁴⁰

Comme l'a récemment rappelé Serge Gruzinski, la première véritable mondialisation historique fut la mondialisation ibérique.⁴¹ Les contemporains qui la pensèrent et en décrivirent la nature politique n'étaient pourtant ni espagnols ni portugais. Sans doute n'était-ce pas un hasard s'ils étaient italiens : non seulement parce qu'ils appartenaient à un pays et à une

³⁵ Voir notamment *RS*, X, 7, « Qual sia maggior potenza, la maritima o la terrestre », p. 328-332, et la *Relatione della Republica venetiana*, p.

³⁶ *RU*, II, 4, p. 209.

³⁷ « Sono questi stati di molta maggior importanza di quel che si stima. Perché oltre alla copia d'alimenti e d'oro che vi si trova, sono in un sito a proposito, e per soggiogare l'isole vicine; e per mantener le Moluche, e per introdur traffico tra quell'Arcipelago e la Nuova Spagna, e commercio tra la China e'l Messico: cose tutte di somma importanza », *ibid.*, p. 207.

³⁸ *Ibid.*, p. 208.

³⁹ *Ibid.*, p. 101.

⁴⁰ *RS*, I, 7.

⁴¹ S. Gruzinski, *Les quatre parties du Monde. Histoire d'une mondialisation*, Editions de La Martinière, Paris, 2004.

Romain DESCENDRE, « Une Monarchie « presque universelle ». Géopolitique de l'Empire dans les *Relazioni universali* de Giovanni Botero », dans *Idées d'Empire en Italie et en Espagne, XIV^e-XVII^e siècle*, F. Crémoux et J.-L. Fournel (dir.), Publications des universités de Rouen et du Havre, Mont-Saint-Aignan, 2010, p. 217-232

culture qui avait développé une forte tradition de pensée politique, mais aussi parce qu'ils méditaient sur les processus en cours depuis la périphérie européenne de l'Empire. Botero et Campanella étaient de ce fait fondés à réfléchir à l'articulation entre centres et périphéries, et à sans cesse interroger la dimension spatiale de la conservation du pouvoir central. Les *Relazioni universali* et la *Monarchia di Spagna* sont deux tentatives de penser la politique à l'échelle du monde, à l'heure de la mondialisation espagnole et catholique, mais deux tentatives différentes, parallèles et à maints égards opposées. Si leurs modes d'analyses comportent de nombreux points communs, et si en particulier, on voit apparaître chez l'un comme chez l'autre la naissance d'une véritable pensée géopolitique, ils réfléchissent cette mondialisation sur la base de perspectives inversées. Alors que Campanella présente la nouvelle donne géopolitique mondiale en modernisant une longue tradition médiévale prophétique et eschatologique, cherchant de façon obsessionnelle l'unité retrouvée des chrétiens à la conquête de la Terre, Botero est d'abord un penseur de la dimension éminemment territoriale des nouveaux États souverains, qui dans un second temps seulement s'attache à penser le nouvel état du monde. Botero pense la nouvelle universalité de la Terre sur la base de sa multiplicité politique et étatique, alors que Campanella reste tout entier dans une logique d'unité, dominée par une constante aspiration à la monarchie universelle. Si Botero offre ainsi une vision de l'Empire éminemment pragmatique, c'est qu'il se contente de décrire l'existant et refuse de franchir le pas utopique et prophétique de l'universalité pleine et totale. La monarchie ne peut être que *presque* universelle.